REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

DEPARTEMENT DES BASSES-ALPES — 2me Circonscription

Elections à l'Assemblée Nationale du 5 Mars 1967



Pierre GIRARDOT

Technicien Agricole
Commandant F.F.I. — Croix de Guerre 39-45
Maire de Ste-Tulle
Ancien Député des Basses-Alpes
CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
pour l'union des forces de gauche et démocratiques

Remplaçant éventuel :

François MOREAU

Artisan électricien
Adjoint au Maire de Banon

MESDAMES, MESSIEURS, CHERS CONCITOYENS,

Le 5 Mars prochain, vous allez élire votre député et votre choix aura une influence sur le changement souhaité par beaucoup d'entre vous.

Ce changement est nécessaire, car le Pouvoir actuel gouverne sans contrôle pour satisfaire les seuls intérêts d'une petite minorité de privilégiés. La productivité du travail et le volume de la production ont augmenté sensiblement dans l'industrie et l'agriculture, mais les ouvriers, les paysans et la plus grande partie de la population ne profitent pas de cette amélioration du revenu de la nation, car les profits des grands capitalistes et des banquiers se sont accrus de manière à accaparer une part énorme de la richesse nationale.

Le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs a diminué, les zones de salaires sont maintenues, l'ombre du chômage s'étend et les jeunes ont de grandes difficultés à trouver un emploi, la Sécurité Sociale est menacée.

L'exploitation agricole familiale est victime des faveurs accordées par le gouvernement gaulliste à l'agriculture capitaliste. 2.000 exploitations agricoles ont disparu dans les Basses-Alpes ces huit dernières années.

Les commerçants et artisans sont écrasés d'impôts. Les taxes fiscales qu'ils sont contraints de collecter bénévolement sont en augmentation constante et provoquent la vie chère.

L'équipement scolaire retarde sur les besoins. La moitié des jeunes gens et les trois quarts des jeunes filles commencent à travailler sans formation professionnelle convenable. L'accès à l'Enseignement supérieur est barré à la plupart des enfants du peuple.

IL EST POSSIBLE D'ENLEVER AU GAULLISME SON ARGUMENT PRINCIPAL ET D'IMPOSER LES CHANGEMENTS SOUHAITES.

Les Français constatent, l'expérience aidant, que le recul de la démocratie a servi le grand capital. Mais ils sont encore nombreux à être sensibles à l'argument favori des hommes du système gaulliste d'après lequel l'opposition de gauche ne serait pas capable de s'unir pour assurer à la France un gouvernement stable et efficace.

Le Front populaire de 1936 et le gouvernement de la Libération ont fait la preuve de l'efficacité en faveur des travailleurs de la ville et des champs. De ces deux époques, datent les principales conquêtes sociales. Mais il est exact que la réaction a réussi à deux reprises à disloquer l'union des républicains. La discorde est venue de l'extérieur, fomentée par les grands financiers et les capitaines d'industrie qui avaient conservé, la première fois la presque totalité de leurs bases économiques et la seconde fois l'essentiel. La leçon qu'il faut donc actuellement en tirer est que la victoire de la gauche ne pourra être garantie qu'avec la nationalisation de tous les monopoles de fait et des banques d'affaires.

L'accord conclu entre la Fédération G.D.S. et le Parti communiste prévoit la nationalisation des industries d'armement et des banques d'affaires. Ce sont là les prémices du programme commun de gouvernement à l'établissement duquel nous convions tous les républicains et dont la rédaction sera facilitée par la consolidation de l'influence du Parti communiste, l'augmentation du nombre des suffrages qu'il obtiendra et celui de ses élus.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

EQUIPEMENTS INDUSTRIELS NOUVEAUX DANS LES BASSES-ALPES — DEBOUCHES POUR LA JEUNESSE.

Un régime démocratique permettrait l'utilisation d'une partie du considérable potentiel énergétique de la Durance et de ses affluents, évalué à 7 milliards de kilowatts-heures (le 1/6e de la production électrique française d'origine hydraulique), pour la création d'industries nouvelles. La découverte d'un puissant gisement de sel gemme aux environs de Manosque et de traces de phosphates et de potasse, vient confirmer la présence de minéraux utiles en quantité suffisante pour alimenter l'industrie électro-chimique, avec le soufre et le charbon abondants dans le sous-sol. Ce dernier pourrait alimenter à nouveau une centrale thermique. Le centre de Cadarache serait étendu et sur le cours de la Durance, la production d'énergie atomique viendrait compléter l'énergie hydraulique.

Si Pechiney est hostile au développement industriel autour de Saint-Auban, afin de rester maître du marché du travail, la nationalisation du trust offrirait la possibilité de développer l'industrie de transformation de la matière plastique.

Il conviendrait aussi de maintenir et de moderniser le réseau ferré (lignes Marseille-Veynes, St-Auban-Digne et Digne-Nice).

L'AGRICULTURE FAMILIALE MENACEE — UN REGIME DEMOCRATIQUE LUI DONNERAIT UN ESSOR NOUVEAU.

Cotisations doublées, impôts accrus de 50 %, tendance à faire endosser les charges de résorption aux petits paysans, crise de la lavande et du lavandin, mévente des fruits et des légumes, difficultés dans l'élevage ovin, menace de retrait du Crédit agricole et de toute aide directe ou indirecte de l'Etat aux exploitations qui n'atteignent pas les superficies de référence, telles sont les conséquences de la politique gaulliste en agriculture.

Avec l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs des villes, de larges débouchés s'ouvriraient à l'agriculture, le report sur l'exploitation familiale des faveurs accordées aux grands propriétaires fonciers par le régime actuel, lui rendrait la situation bien meilleure. Il convient aussi d'obtenir un statut de la lavande et du lavandin permettant le blocage de la récolte des plus gros producteurs en cas de crise.

ABANDON DE LA FORCE DE FRAPPE — NON AUX FUSEES DE LURE.

L'installation de la Force de frappe dans la montagne de Lure coûterait 2.500 milliards d'anciens francs, mais elle ne serait que le 1/10.000e de celle des Etats-Unis ou de l'Union Soviétique. En outre, les fusées sol-sol sont déjà démodées et leurs installations démolies dans ces deux grands pays. Ces constatations ont été faites au rassemblement de Sault par le Président du Comité national contre la Force de frappe et elles sont confirmées par les plus hautes autorités scientifiques de notre pays, tout comme le danger effroyable auquel seraient exposées les populations de notre région et même la France entière.

L'entêtement du Pouvoir qui ne tient compte ni de l'inutilité, ni du danger de la Force de frappe, ni des répercussions désastreuses pour l'économie nationale, s'explique par les profits inouïs qu'en retirent les monopoles capitalistes.

A cette politique ruineuse et follement aventurière, nous opposons l'action pour le désarmement général, simultané et contrôlé qui peut rallier à travers le monde des dizaines de millions d'hommes et des centaines de gouvernements.

POUR LE BIEN-ETRE, L'INSTRUCTION ET LA PAIX.

Une politique de paix et de désarmement dégagerait des crédits et des moyens permettant de donner satisfaction aux désirs et aux besoins du peuple : réforme démocratique de la fiscalité, augmentation des salaires, retraites et pensions, abaissement de l'âge de la retraite, garantie de l'emploi, aide à l'exploitation familiale et à la coopération agricoles, suppression totale des zones de salaires, construction de logements sociaux à loyers abordables ou en accession à la propriété, réalisation d'équipements sportifs, sociaux, hospitaliers et culturels, promotion de la femme, satisfaction des revendications des anciens combattants.

Le budget de l'Education nationale se verrait attribuer 25 % des crédits du budget général pour donner à tous les enfants une chance égale et à notre pays la garantie de ne pas rester en arrière dans le progrès technique et scientifique.

Nous demandons aussi le retour à la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la garantie des libertés communales et des libertés syndicales, un statut démocratique de la Radio et de la Télévision.

Telles sont, Mesdames, Messieurs, Chers Concitoyens, les observations et les solutions d'où se dégage le programme que nous avons l'honneur de vous présenter.

En votant dès le premier tour pour le candidat du Parti communiste, vous apporterez votre appui à ceux qui luttent le plus efficacement pour que notre pays puisse sortir de l'ornière du pouvoir personnel et de la domination des grands privilèges.

PIERRE GIRARDOT

REMPLAÇANT EVENTUEL : **François MOREAU**

FORCALQUIER - Imp. Ch. TESTANIÈRE

Sciences Po / fonds CEVIPOF